

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1990-1991

24 JUILLET 1991

PROPOSITION DE LOI

**modifiant l'arrêté royal n° 20
du 20 juillet 1970 fixant le taux
de la taxe sur la valeur ajoutée
et déterminant la répartition
des biens et des services
selon ces taux**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES
FINANCES (1)

PAR M. DE ROO

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné cette proposition de loi au cours de ses réunions des 13 mars 1990, 12 mars 1991 et 10 juillet 1991.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. J. Michel.

A. — Titulaires :

C.V.P. M. De Roo, Mme Kestelijn-Sierens, MM. Moors, Olivier (M.), Van Rompuy.
P.S. MM. Collart, Daerden, Delfosse, Donfut, Léonard (J.-M.).
S.P. Mme Duroi-Vanhelmont, MM. Lisabeth, Willockx.
P.V.V. MM. Bril, Daems, Verhofstadt.
P.R.L. MM. Kubla, van Weddingen.
P.S.C. MM. Léonard, Michel (J.).
V.U. MM. Candries, Loones.
Ecolo/ Agalev M. De Vlieghe.

B. — Suppléants :

MM. Ansoms, Cauwenberghs, Dumez, Mme Merckx-Van Goye, MM. Van Hecke, Van Rompaey.
Mme Burgeon (C.), MM. Denison, Gilles, Mayeur, Vancrombruggen, Dufour.
M. Dielens, Mme Lefebvre, MM. Peuskens, Vandenbroucke.
MM. Cortois, Denys, Verberckmoes, Vermeiren.
MM. Ducarme, Foret, Gol.
MM. Beaufays, Jérôme, Laurent, Mme Maes, MM. Vangansbeke, Vanhorenbeek.
M. Simons, Mme Vogels.

Voir :

- 1083 - 89 / 90 :

— N° 1 : Proposition de loi de M. Marc Olivier.
— N° 2 et 3 : Amendements.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1990-1991

24 JULI 1991

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van het koninklijk
besluit n° 20 van 20 juli 1970 tot
vaststelling van de tarieven van de
belasting over de toegevoegde waarde
en tot indeling van de goederen en
diensten bij die tarieven**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
FINANCIEN (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER DE ROO

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft dit wetsvoorstel besproken ter vergadering van 13 maart 1990, van 12 maart 1991 en van 10 juli 1991.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer J. Michel.

A. — Vaste leden :

C.V.P. H. De Roo, Mevr. Kestelijn-Sierens, HH. Moors, Olivier (M.), Van Rompuy.
P.S. HH. Collart, Daerden, Delfosse, Donfut, Léonard (J.-M.).
S.P. Mevr. Duroi-Vanhelmont, HH. Lisabeth, Willockx.
P.V.V. HH. Bril, Daems, Verhofstadt.
P.R.L. HH. Kubla, van Weddingen.
P.S.C. HH. Léonard, Michel (J.).
V.U. HH. Candries, Loones.
Ecolo/ Agalev H. De Vlieghe.

B. — Plaatsvervangers :

HH. Ansoms, Cauwenberghs, Dumez, Mevr. Merckx-Van Goye, HH. Van Hecke, Van Rompaey.
Mevr. Burgeon (C.), HH. Denison, Gilles, Mayeur, Vancrombruggen, Dufour.
H. Dielens, Mevr. Lefebvre, HH. Peuskens, Vandenbroucke.
HH. Cortois, Denys, Verberckmoes, Vermeiren.
HH. Ducarme, Foret, Gol.
HH. Beaufays, Jérôme, Laurent, Mevr. Maes, HH. Vangansbeke, Vanhorenbeek.
H. Simons, Mevr. Vogels.

Zie :

- 1083 - 89 / 90 :

— N° 1 : Wetsvoorstel van de heer Marc Olivier.
— N° 2 en 3 : Amendementen.

A) REUNION DU 13 MARS 1990

I. — EXPOSE DE L'AUTEUR

L'auteur renvoie aux développements de sa proposition (Doc. n°1083/1, pp. 1-3) qui vise à promouvoir la construction de logements sociaux en abaissant le taux de la T.V.A. La notion de logements sociaux doit s'entendre dans son acception la plus large : elle recouvre également les internats, les homes pour personnes âgées, etc.

L'intervenant décrit l'évolution du taux de la T.V.A. au cours de la période de 1980 à 1988.

Depuis le 1^{er} août 1986, le taux de la T.V.A. pour la construction de logements (y compris de logements sociaux) est de 17 % (6 % pour la rénovation de logements datant de plus de 20 ans, si les travaux sont effectués par des entrepreneurs enregistrés).

Il n'existe actuellement aucune définition légale de la notion d'habitation sociale.

Il est cependant communément admis qu'il doit s'agir de logements construits par une société agréée à cet effet par la société (régionale) de logement compétente.

L'intervenant estime que la nouvelle hausse des taux hypothécaires, que l'on observe actuellement, est un élément supplémentaire qui plaide en faveur d'une diminution du taux de la TVA applicable aux logements sociaux.

Enfin, en ce qui concerne le coût budgétaire de la mesure, il renvoie au tableau figurant à la page 2 de la proposition de loi.

Etant donné le laps de temps qui s'écoule entre la décision de construire et la remise des logements sociaux au maître de l'ouvrage, il paraît opportun de faire entrer cette modification en vigueur (avec effet rétroactif) le 1^{er} janvier 1989.

II. — DISCUSSION

Le Président fait observer que le texte français de l'article 1^{er} (point b, in fine, à la page 5) ne correspond pas parfaitement au texte néerlandais.

L'auteur partage ce point de vue. Quoi qu'il en soit, le texte devra être adapté eu égard à l'évolution récente qu'a connue ce secteur (la proposition de loi à l'examen a été déposée à la fin de l'année dernière).

Un membre déplore qu'aux termes de la proposition à l'examen, seules les sociétés qui ont été reconnues par les sociétés régionales du logement pourront bénéficier du taux de TVA réduit.

Les autres sociétés, telles que la Westvlaamse intercommunale voor de huisvesting (W.I.H.), qui vendent également des parcelles sociales, seront exclues. L'intervenant estime qu'il s'agit là d'une discrimination.

A) VERGADERING VAN 13 MAART 1990

I. — UITEENZETTING VAN DE AUTEUR

De auteur verwijst naar de toelichting bij zijn voorstel (Stuk 1083/1, blz. 1-3) dat erop gericht is, via een verlaging van het BTW-tarief de sociale woningbouw te bevorderen. Het begrip « sociale woningbouw » dient te worden opgevat in ruime zin : ook internaten, rusthuizen ... e.d. vallen onder deze noemer.

Spreker schetst de evolutie van het BTW-tarief tijdens de periode tussen 1980 en 1988.

Sinds 1 augustus 1986 bedraagt het BTW-tarief voor de woningbouw met inbegrip van de sociale woningbouw 17 % (6 % voor de renovatie van woningen, ouder dan 20 jaar, uitgevoerd door geregistreerde aannemers).

Het begrip « sociale woning » is op heden niet bij wet gedefinieerd.

Algemeen wordt echter aangenomen dat het moet gaan over woningen die worden gebouwd door een maatschappij die daartoe door de bevoegde (gewestelijke) huisvestingsmaatschappij is erkend.

Het feit dat de hypotheekrente momenteel weer in stijgende lijn gaat, is volgens spreker, een bijkomend argument voor een verlaging van het BTW-tarief inzake sociale woningbouw.

Met betrekking tot de budgettaire kost tenslotte verwijst hij naar de tabel op bladzijde 2 van het voorstel.

Gelet op de tijdspanne tussen de beslissing tot bouwen en de aflevering van de sociale woningen lijkt het raadzaam de wijziging (met terugwerkende kracht) te doen ingaan op 1 januari 1989.

II. — BESPREKING

De Voorzitter wijst erop dat de Franse tekst van artikel 1 (punt b, in fine op blz. 5) niet volledig overeenstemt met de Nederlandse tekst.

De auteur is het daarmee eens. De tekst moet trouwens hoe dan ook worden aangepast gelet op de recente ontwikkelingen (het wetsvoorstel werd ingediend eind vorig jaar) in deze sector.

Een lid betreurt dat luidens de tekst van het voorstel enkel die maatschappijen die door de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen zijn erkend van het lager BTW-tarief zullen kunnen genieten.

Andere maatschappijen, zoals bijvoorbeeld de Westvlaamse intercommunale voor de huisvesting (W.I.H.) die toch ook sociale kavels verkopen, worden uitgesloten. Spreker acht zulks discriminerend. Het-

Il en va d'ailleurs de même en ce qui concerne les autres lotissements privés comprenant des parcelles sociales.

L'auteur fait observer que la vente de parcelles « sociales » n'implique pas nécessairement la construction, sur ces parcelles, d'habitations sociales (coût maximum sans terrain : ± 2,4 millions de F, TVA incluse).

Il ne voit personnellement aucune objection à ce que la réduction de taux proposée soit étendue aux logements assimilés (aux logements sociaux), quoiqu'il craigne que le coût budgétaire de la proposition ne s'en trouve considérablement accru. La notion de « logement assimilé » devrait par ailleurs être définie avec précision.

L'intervenant suivant estime également qu'il est urgent de prendre des mesures en faveur de la construction de logements sociaux. Il déplore cependant que, par suite de la réforme de l'Etat, le coût de la mesure proposée sera à charge de l'Etat belge, alors que ce sont les Régions qui en bénéficieront. *L'intervenant* espère que ces problèmes seront résolus grâce à une exécution rapide de la « troisième phase » de la réforme de l'Etat.

Il se demande enfin si l'extension du champ d'application des dispositions aux établissements d'hébergement pour personnes âgées (visés à l'article 1^{er}, premier alinéa, de la loi du 12 juillet 1966 relative aux maisons de repos pour personnes âgées), qui est prévue à l'article 1^{er}, a, 1^o de la proposition, ne donnera pas lieu à une évasion fiscale. Certaines habitations construites pour accueillir des établissements (privés) d'hébergement pour personnes âgées, ne risquent-elles pas, en effet, de recevoir ultérieurement une autre destination ? *L'intervenant* insiste pour que la proposition soit adaptée de manière à exclure de tels abus.

Un autre membre se rallie à ce point de vue. Il se demande également si l'élément correcteur du marché dont il est question dans les développements (p. 2, 2^o) sera efficace. La réduction de la T.V.A. qui est proposée ne risque-t-elle pas, à son tour, d'engendrer un nouvel accroissement de la demande d'habitations sociales et, partant, de leur prix ?

L'auteur fait tout d'abord observer que l'Etat peut, lui aussi, jouer un rôle dans le domaine du logement social (par le biais de sa politique fiscale). Il est d'ailleurs disposé à adapter la proposition afin d'exclure tout risque d'abus (par exemple, dans le domaine des homes privés pour personnes âgées). Enfin, il ne pense pas que la marge financière supplémentaire que l'abaissement du taux de la T.V.A. procurerait aux candidats-construteurs d'une habitation sociale serait absorbée par une hausse générale des prix.

Un autre intervenant plaide en faveur d'une approche plus globale.

Il craint, lui aussi, que la proposition ne crée deux sortes d'« habitations sociales ». Il estime que la proposition devrait d'ailleurs être étendue par exemple aux homes d'aide spéciale à la jeunesse et à toutes les

zelfde geldt overigens voor andere private verkavelingen met sociale kavels.

De auteur merkt op dat het verkopen van « sociale » kavels niet noodzakelijk impliceert dat op die kavels sociale woningen (maximale kostprijs zonder de grond : ± 2,4 miljoen frank, B.T.W. inbegrepen) worden gebouwd.

Persoonlijk heeft hij geen bezwaar tegen het uitbreiden van de voorgestelde tariefvermindering tot de (met sociale woningen) gelijkgestelde woningen, al vreest hij wel dat de budgettaire kost van het voorstel daardoor fors zal toenemen. Ook het begrip « gelijkgestelde woning » moet alsdan nauwkeurig worden omschreven.

Een volgende spreker is eveneens van mening dat dringend maatregelen moeten worden getroffen ten gunste van de sociale woningbouw. Hij betreurt niettemin dat als gevolg van de staatshervorming de kost van de voorgestelde maatregel ten laste valt van de Belgische Staat terwijl de voordelen ervan de Gewesten ten goede zullen komen. Spreker hoopt dat dergelijke problemen via een spoedige doorvoering van de zogenaamde « derde fase » van de staatshervorming zullen worden verholpen.

Tenslotte vraagt hij zich af of de in artikel 1, a, 1^o ingeschreven uitbreiding van het voorstel tot de (in artikel 1, eerste lid, van de wet van 12 juli 1966 op de rustoorden voor bejaarden bedoelde) verblijfsinrichtingen voor bejaarden geen aanleiding kan geven tot belastingontwijking. Bestaat immers niet het gevaar dat bepaalde, als (private) verblijfsinrichtingen voor bejaarden gebouwde woningen achteraf een andere bestemming zullen krijgen ? Spreker dringt aan op een aanpassing van het voorstel teneinde dergelijke misbruiken uit te sluiten.

Een ander lid sluit zich hierbij aan. Ook vraagt hij zich af of de in de toelichting (blz. 2, punt 2^o) bedoelde marktcorrectie wel zal spelen; zal de voorgestelde BTW-verlaging niet op haar beurt aanleiding geven tot een bijkomende toename van de vraag naar sociale woningen en bijgevolg ook van de prijs ervan ?

De auteur merkt vooreerst op dat ook de Staat (via zijn fiscale politiek) een rol kan spelen inzake sociale huisvesting. Hij is overigens graag bereid om via een aanpassing van het voorstel ieder oneigenlijk gebruik (bijvoorbeeld inzake private bejaardentehuizen) te beletten. Hij gelooft tenslotte niet dat de bijkomende financiële ruimte die voor de kandidaat-bouwers van een sociale woning zou ontstaan door een verlaging van het BTW-tarief, verloren zou gaan via een algemene stijging van de kostprijs.

Een volgende spreker pleit voor een meer globale aanpak.

Ook hij vreest dat het voorstel twee soorten « sociale woningen » zal tot stand brengen. Het voorstel zou overigens zijns inziens uitgebreid moeten worden tot bijvoorbeeld de tehuizen voor bijzondere jeugdzorg

institutions pour handicapés (et pas seulement à celles qui bénéficient des interventions du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques).

Il estime également qu'il conviendrait d'adapter la proposition afin d'éviter toute pratique abusive.

Le membre aimerait également connaître l'origine des chiffres repris dans les développements en ce qui concerne l'incidence budgétaire de la proposition. Ces chiffres sont-ils encore d'actualité compte tenu de la haute conjoncture que connaît actuellement le secteur de la construction ? L'intervenant s'interroge enfin sur l'importance des retombées positives (dont il est question dans les développements).

Le Ministre des Finances comprend la préoccupation sociale qui sous-tend la proposition. Il distingue toutefois cinq problèmes :

1° le logement est une matière régionale; sauf si cela lui est prescrit ou autorisé par une directive européenne, l'Etat central peut-il par le biais de la fiscalité, prendre d'autres mesures que générales au profit de l'ensemble du secteur de la construction (et pas seulement en faveur du logement social, qui n'est qu'une des options possibles de la politique menée par les Régions en matière de logement) ?

2° dans le cadre du grand marché européen de 1992, une diversification accrue de nos taux de TVA applicables à la construction de logements ne paraît pas indiquée (il existe dès à présent un taux réduit pour les habitations anciennes) ?

3° selon les propositions actuelles de la Commission des Communautés européennes (qui sont encore en pleine discussion), c'est le taux normal (et non le taux réduit) qui est proposé pour la construction; il est donc tout à fait possible qu'une éventuelle diminution du taux soit de nouveau annulée dans un délai relativement court;

4° la proposition crée une discrimination à l'égard des logements sociaux qui ne sont pas construits sous le contrôle des sociétés régionales du logement; ici aussi, chaque Région pourra d'ailleurs mener une politique différente, l'autorité nationale ne pouvant intervenir dans cette matière;

5° l'administration évalue le coût de la proposition (dans sa version actuelle) à quelque 500 millions de francs par an.

Si le champ d'application de la proposition était étendu à la construction d'habitations « assimilées », son coût serait encore bien plus important. Le Gouvernement pourrait difficilement accepter cette réduction de recettes supplémentaires dans le contexte budgétaire actuel.

Un autre intervenant souligne l'augmentation récente des taux d'intérêts des prêts hypothécaires.

Une initiative en faveur de la construction de logements lui paraît hautement souhaitable. A cet égard, il déplore le manque de prévoyance dont le Gouvernement a récemment fait preuve en faisant adopter par le Parlement les mesures contenues dans son projet

et tot *alle* instellingen van gehandicapten (niet alleen die welke een tegemoetkoming van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten genieten).

Ook hij is voorstander van een aanpassing van het voorstel teneinde oneigenlijke gebruiken tegen te gaan.

Het lid peilt ook naar de herkomst van de in de toelichting opgenomen cijfers met betrekking tot de budgettaire kost van het voorstel. Zijn deze cijfers wel nog actueel, gelet op de huidige hoogconjunctuur in de bouwsector ? Spreker stelt zich ten slotte ook vragen betreffende de omvang van de (in de toelichting vermelde) terugverdieneffecten.

De Minister van Financiën begrijpt de sociale bekommernis die aan het voorstel ten grondslag ligt. Hij ziet echter vijf problemen :

1° de huisvesting is een gewestelijke materie; behalve indien hem zulks bij een Europese richtlijn voorgeschreven of toegestaan is, kan de centrale Staat via de belastingen andere algemene maatregelen nemen ten voordele van het geheel van de woningbouw (en niet enkel en alleen ten gunste van de sociale woningbouw, die slechts één der mogelijke opties is van het door de Gewesten gevoerde huisvestingsbeleid) ?

2° in het kader van Europa 1992 lijkt een verdere diversifiëring van ons BTW-tarief inzake woningbouw (er bestaat nu reeds een verminderd tarief voor oudere woningen) niet aangewezen ?

3° luidens de huidige voorstellen van de EG-commissie (die nog volop worden besproken) wordt voor woningbouw het normaal (en niet het verlaagd) tarief voorgesteld; het gevaar is dan ook niet denkbeeldig dat een eventuele tariefverlaging binnen een relatief korte termijn opnieuw ongedaan zou worden gemaakt;

4° het voorstel schept een discriminatie ten opzichte van die sociale woningbouw die *niet* onder toezicht van de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen gebeurt; ook hier kan ieder Gewest overigens een verschillend beleid voeren; de nationale overheid mag hierin niet tussenkomen;

5° de kostprijs van het voorstel (in zijn huidige vorm) wordt door de Administratie ruwweg geschat op ± 500 miljoen frank per jaar.

Wanneer het zou worden uitgebreid tot de bouw van « gelijkgestelde woningen » loopt de kostprijs nog veel hoger op. In de huidige budgettaire context is zulks voor de Regering bezwaarlijk te aanvaarden.

Een volgende spreker wijst op de recente stijging van de hypotheekrente.

Een initiatief ten gunste van de woningbouw lijkt hem ten zeerste gewenst. Hij betreurt in dit verband de kortzichtige maatregelen die de Regering onlangs via haar ontwerp van huurwet (Wet van 22 december 1989 op de bescherming van de eensgezinswoning —

de loi sur les loyers (loi du 22 décembre 1989 relative à la protection du logement familial — *Moniteur belge* du 30 décembre 1989; erratum *Moniteur belge* du 16 janvier 1990). Depuis lors, le nombre de demandes de permis de bâtir a d'ailleurs considérablement diminué.

Le membre plaide pour que l'on prenne des mesures générales en faveur (de l'ensemble) du secteur de la construction de logements, et ce, de préférence, dans le cadre de l'harmonisation annoncée des taux de la TVA au niveau européen.

*
* *

Le Ministre des Finances explique que trois options se dégagent au sein de la Communauté européenne :

— ou bien on applique à la construction de logements le taux de TVA normal (c'est-à-dire le taux le plus élevé) (il s'agit de la proposition actuelle de la Commission européenne);

— ou bien on applique le taux réduit (qui varie de 4 à 9 %);

— ou bien on renonce tout simplement à harmoniser les taux de la TVA perçue sur les biens immobiliers.

*
* *

Le membre insiste pour que le Gouvernement fournisse des données statistiques relatives aux taux de TVA applicables en matière de construction de logements dans les différents Etats membres. Il convient, selon lui, d'inclure également les droits d'enregistrement dans ce relevé comparatif.

L'intervenant s'oppose par ailleurs à toute forme de rétroactivité (cf. art. 2 de la proposition) dans l'application de la proposition. Une réduction à 6 % du taux de TVA applicable dans la construction (et pas seulement aux logements sociaux) lui paraît souhaitable.

Il va de soi que le coût budgétaire de cette opération (qu'il estime à plus ou moins 11 milliards de francs par an) devrait être compensé dans un autre domaine. Le Gouvernement pourrait-il également procéder à une estimation du coût d'une extension de la réduction de TVA à l'ensemble du secteur de la construction ?

Un autre membre met tout d'abord l'accent sur les retombées positives que devrait avoir la mesure proposée.

Lorsque l'Etat prend des initiatives en matière de logement par le biais de la fiscalité, il paraît indispensable qu'une étroite collaboration s'instaure avec les Régions, qui sont compétentes en ce domaine. Une concertation préalable avec les Exécutifs régionaux est dès lors souhaitable. Pour le reste, la proposition de loi emporte son adhésion.

Belgisch Staatsblad van 30 december 1989; erratum *Belgisch Staatsblad* van 16 januari 1990) door het Parlement heeft laten goedkeuren. Het aantal bouw-aanvragen is sindsdien trouwens aanzienlijk gedaald.

Het lid pleit voor algemene maatregelen ten gunste van de (ganse) sector van de woningbouw, liefst binnen het kader van de aangekondigde harmonisatie van de BTW-tarieven op Europees vlak.

*
* *

De Minister van Financiën legt uit dat er binnen de EG drie standpunten worden ingenomen :

— ofwel valt de woningbouw onder het normale (dit wil zeggen het hoogste) BTW-tarief (het huidige voorstel van de EEG-Commissie);

— ofwel is het verminderd tarief (variërend tussen 4 en 9 %) van toepassing;

— ofwel wordt het BTW-tarief op onroerende goederen gewoonweg niet geharmoniseerd.

*
* *

Het lid dringt aan op de overlegging door de Regering van statistische informatie over het BTW-tarief voor de woningbouw in de onderscheiden EG-lidstaten. In deze vergelijking dienen volgens hem ook de registratierechten te worden opgenomen.

Spreker is verder principieel gekant tegen iedere vorm van retroactiviteit (zie artikel 2 van het wetsvoorstel) bij de toepassing van het voorstel. Een eventuele verlaging van het BTW-tarief voor de woningbouw (niet enkel voor de sociale woningbouw) tot 6 % lijkt hem wenselijk.

Het spreekt vanzelf dat de budgettaire kost van deze operatie (door hemzelf geschat op ± 11 miljard frank per jaar) elders moet gecompenseerd worden. Kan de Regering ook een schatting maken van de kostprijs van de uitbreiding van de BTW-verlaging tot de ganse sector van de woningbouw ?

Een ander lid wijst vooreerst op de terugverdieneffecten van de voorgestelde maatregel.

Wanneer de Staat via de fiscaliteit initiatieven neemt inzake huisvesting lijkt een nauwe samenwerking met de ter zake bevoegde gewesten onontbeerlijk. Voorafgaand overleg met de gewestregeringen is dan ook wenselijk. Voor het overige draagt het wetsvoorstel zijn goedkeuring weg.

Afin d'éviter tout abus, il lui paraît souhaitable de définir avec précision la notion de construction de logements sociaux.

L'un des intervenants précédents fait une remarque à propos des objections formulées par le Ministre.

Pour calculer le coût budgétaire de la mesure, il convient également de tenir compte des conséquences positives pour le Trésor d'une activité accrue dans le secteur de la construction.

*
* *

Le Ministre des Finances ne croit pas à ce raisonnement. L'expérience de la réduction de la TVA en 1982 a en effet prouvé le contraire.

*
* *

Le membre maintient qu'une baisse du taux de la TVA limitée à un seul segment d'un secteur économique aurait bel et bien une incidence positive pour le Trésor.

*
* *

Le Ministre craint que, dans ce cas, les Régions ne réduisent plutôt les crédits qu'elles affectent à la construction de logements sociaux, de sorte qu'il n'y aurait pas d'augmentation réelle du nombre de nouveaux logements sociaux.

Certaines Régions privilégient en effet la rénovation de logements existants afin d'augmenter la qualité des habitations sociales plutôt que leur nombre.

*
* *

Le membre prévoit une augmentation des dépenses de consommation des ménages si ceux-ci doivent emprunter moins grâce à la réduction du taux de la TVA.

Il constate également que la réforme de l'Etat paralyse le processus décisionnel, dans la mesure où l'Etat n'est pas autorisé à agir et que les Régions n'en sont pas capables faute de compétences en matière fiscale.

Enfin, l'intervenant insiste pour que le Gouvernement entreprenne des démarches auprès de la CEE afin d'étendre le taux de TVA réduit à certains objectifs sociaux (par exemple, en matière de construction de logements sociaux).

En réponse aux observations des intervenants précédents, *l'auteur* de la proposition reconnaît que, pour des raisons d'ordre budgétaire, il a limité le champ d'application de sa proposition à la construction d'habitations sociales au sens strict.

Teneinde misbruiken tegen te gaan, lijkt het hem aangewezen de notie « sociale woningbouw » nauwkeurig te omschrijven.

Een der vorige sprekers haakt in op de door de Minister geopperde bezwaren.

Bij de berekening van de budgettaire meerkost dient ook rekening te worden gehouden met de positieve gevolgen voor de Schatkist van een toename van de bouwactiviteit.

*
* *

De Minister van Financiën gelooft niet in deze redenering. De ervaring van de BTW-verlaging in 1982 heeft het tegendeel aangetoond.

*
* *

Het lid blijft erbij dat een BTW-verlaging die beperkt blijft tot één onderdeel van één economische sector wel degelijk positief voor de Schatkist zal uitval-
len.

*
* *

De Minister vreest dat de Gewesten hun kredieten voor sociale woningbouw in dat geval veeleer zullen terugschroeven, zodat er geen reële toename van het aantal nieuwe sociale woningen zal zijn.

Bepaalde gewesten leggen immers veeleer de nadruk op het renoveren van bestaande woningen teneinde niet zozeer het aantal dan wel de kwaliteit van de sociale woningen te verhogen.

*
* *

Het lid verwacht een toename van de consumptieve bestedingen in hoofde van de gezinnen wanneer deze, als gevolg van de verminderde BTW, minder zullen moeten ontfangen.

Hij stelt ook vast dat de Staatshervorming leidt tot een verlamming in de besluitvorming doordat de Staat niet *mag* en de gewesten — bij gebrek aan fiscale bevoegdheid — niet *kunnen* optreden.

Ten slotte dringt spreker erop aan dat de Regering stappen zou ondernemen bij de EEG opdat voor bepaalde sociale objectieven (bijvoorbeeld inzake sociale woningbouw) het verlaagde BTW-tarief van toepassing zou zijn.

Ingaand op de opmerkingen van vorige sprekers geeft *de auteur* van het wetsvoorstel toe dat hij, om budgettaire redenen, zijn voorstel in eerste instantie heeft beperkt tot de sociale woningbouw *sensu stricto*.

Les chiffres relatifs au coût de la mesure proposée, qui figurent dans les développements (p. 2), proviennent des programmes (pour 1989 et 1990) des trois sociétés régionales du logement.

L'intervenant ne pense pas qu'une des Régions profiterait d'une baisse éventuelle du taux de la TVA pour réduire ses crédits aux logements sociaux.

*
* *

Le Ministre fait observer qu'au sein du Conseil régional wallon, certains proposent que la priorité absolue soit donnée à la rénovation d'habitations existantes (amélioration de la qualité des logements sociaux).

*
* *

L'auteur répond que, dans bien des cas, il est moins coûteux de construire que de rénover.

Il insiste également pour que le Gouvernement belge agisse à l'échelle européenne afin d'obtenir l'application du taux réduit de la TVA aux logements sociaux.

Il rappelle à cet égard que les gouvernements précédents se sont également engagés à oeuvrer dans ce sens.

Il semble que ce point fasse également l'unanimité au sein des différents Conseils régionaux.

Certes, le surcoût budgétaire varie selon qu'on souhaite faire bénéficier ou non d'abaissement du taux de la TVA les habitations sociales construites par les intercommunales, les communes, le CPAS, etc.

Quoi qu'il en soit, ce surcoût pourra être compensé par la suppression des avantages fiscaux accordés aux « sociétés patrimoniales ».

La prolifération de ce genre de sociétés aboutit en effet à une évasion fiscale massive. L'intervenant estime que le Gouvernement pourrait ainsi épargner 2 à 3 milliards de francs par an.

Un membre reconnaît que, pour l'instant, la Région wallonne ne met pas tellement l'accent sur la construction de logements sociaux. Aux problèmes financiers rencontrés par les sociétés de logement sociaux s'ajoute en effet le fait que des sociétés privées sont également partie prenante dans le secteur du logement social wallon. Il n'en reste pas moins qu'à l'avenir, on pourra mener en Région wallonne une politique similaire en matière de construction de logements sociaux à celle qui est mise en oeuvre dans les deux autres Régions. Cela suppose toutefois une concertation préalable entre l'Etat et les différentes Régions.

De in de toelichting (blz. 2) voorkomende cijfergegevens betreffende de kostprijs van de voorgestelde maatregel zijn afkomstig van de programma's (voor 1989 en 1990) van de drie gewestelijke huisvestingsmaatschappijen.

Spreker gelooft niet dat één der gewesten een eventuele verlaging van het BTW-tarief zou aangrijpen om zijn kredieten voor sociale huisvesting terug te schroeven.

*
* *

De Minister merkt op dat binnen de Waalse Gewestraad door sommigen wordt voorgesteld om absolute voorrang te verlenen aan de renovatie van bestaande woningen (het verhogen van de kwaliteit van de sociale huisvesting).

*
* *

De auteur repliceert dat nieuwbouw in vele gevallen goedkoper uitvalt dan renovatie.

Ook hij dringt aan op een actief optreden van de Belgische Regering op EG-vlak teneinde te bekomen dat voor sociale huisvesting het verlaagd BTW-tarief zou gelden.

Hij herinnert er in dit verband aan dat ook vorige regeringen zich ertoe hebben verbonden om hiervoor te ijveren.

Ook binnen de onderscheiden gewestraden blijkt hierover eensgezindheid te bestaan.

De budgettaire meerkost is uiteraard verschillend naar gelang men al dan niet ook de door intercommunales, gemeenten, OCMW... enzovoort gebouwde sociale woningen van het verlaagd BTW-tarief wil doen genieten.

Deze meerkost kan hoe dan ook worden gecompenseerd via de afschaffing van de fiscale voordelen van de zogenaamde « patrimonium-vennootschappen ».

De wildgroei van dergelijke vennootschappen geeft immers aanleiding tot massale fiscale ontwijkings. Op deze manier kan de Regering volgens spreker 2 tot 3 miljard frank per jaar besparen.

Een lid geeft toe dat momenteel binnen het Waalse Gewest niet zozeer de nadruk wordt gelegd op de sociale woningbouw. Naast de financiële problemen van de huisvestingsmaatschappijen is er immers het feit dat in Wallonië ook private maatschappijen voor sociale huisvesting actief zijn. Dit belet niet dat in de toekomst ook in het Waalse Gewest een gelijkaardige politiek inzake sociale woningbouw kan worden gevoerd als in de beide andere gewesten. Hierover dient echter tussen de Staat en de onderscheiden gewesten vooraf overleg te worden gepleegd.

Le Ministre des Finances fait observer que la notion de « logement social » diffère fortement d'un Etat à l'autre au sein de la Communauté européenne.

A supposer que l'on parvienne à réduire le taux de TVA pour la construction (par exemple à 6 %), cette réduction devra être appliquée à *tout* le secteur, et pas seulement à la construction de logements *sociaux*.

Une telle décision aurait par ailleurs de lourdes conséquences budgétaires dans différents Etats membres de la Communauté européenne.

Le Ministre est également partisan d'une concertation préalable avec les Régions. Ce n'est qu'à cette condition que l'Etat pourra compenser une éventuelle réduction du taux de TVA (grâce à une augmentation de la masse imposable).

B) REUNION DU 12 MARS 1991

L'auteur de la proposition rappelle brièvement l'objet de sa proposition, qui est de ramener le taux de TVA de 17 % à 6 % pour la construction de logements sociaux, y compris les homes pour personnes âgées, les logements pour handicapés et les internats, comme cela était le cas avant le 1^{er} août 1986.

Actuellement, ce taux réduit s'applique déjà, sous certaines conditions, aux travaux de rénovation et de réhabilitation d'habitations privées (article 1^{er} de l'arrêté royal du 18 juillet 1986 modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 — *Moniteur belge* du 24 juillet 1986).

Pour plus de détails, l'orateur renvoie aux développements de sa proposition (doc. n° 1083/1, pp. 1 à 4).

Il se réfère également à la discussion du projet, devenu la loi du 28 décembre 1990 relative à diverses dispositions fiscales et non fiscales (*Moniteur belge* du 29 décembre 1990), au cours de laquelle il avait déposé un amendement dans le même sens (n° 54 — doc. Chambre n° 1366/4-90/91).

Suite à l'engagement pris par le Secrétaire d'Etat aux Finances de demander au Gouvernement « d'insister, dans le courant de 1991, auprès de la Communauté européenne pour que les logements sociaux figurent parmi les biens et services auxquels s'appliquera le taux réduit de TVA » (Rapport de M. Defosset, doc. n° 1366/6, p. 79), l'intervenant avait accepté de retirer son amendement.

Il souhaiterait savoir aujourd'hui où en sont les négociations en la matière au niveau européen.

Un membre se déclare également partisan d'une réduction du taux de TVA à 6 % et souhaiterait même étendre cette mesure à l'ensemble des habitations privées afin d'accroître l'offre de logements et de soutenir le secteur de la construction, qui connaît à nouveau un certain tassement.

Il renvoie à ce propos à la proposition de MM. L. Michel, Ducarme et van Weddingen rame-

De Minister van Financiën wijst erop dat de inhoud van het begrip « sociale woningbouw » sterk verschilt per EG-lidstaat.

Gesteld dat men er zou in slagen om voor de woningbouw het verlaagde BTW-tarief (bijvoorbeeld 6 %) te bekomen dan zal het zijn voor de *ganse* sector en niet enkel voor de *sociale* woningbouw.

Het spreekt trouwens vanzelf dat dergelijke beslissing voor verschillende EG-lidstaten zware budgettaire gevolgen zou hebben.

De Minister is eveneens voorstander van voorafgaand overleg met de Gewesten. Alleen op die manier kan immers in hoofde van de Staat het terugverdieneffect van een eventuele verlaging van het BTW-tarief (via een toename van de belastbare massa) worden gewaarborgd.

B) VERGADERING VAN 12 MAART 1991

De indiener van het voorstel brengt beknopt het doel van zijn voorstel in herinnering, met name de BTW-aanslagvoet voor de bouw van sociale woningen, met inbegrip van de bejaardentehuizen, van de woningen voor gehandicapten en van de internaten van 17 % tot 6 % te verlagen, zoals dat vóór 1 augustus 1986 het geval was.

De verlaagde aanslagvoet is onder bepaalde voorwaarden thans reeds van toepassing voor de renovatie- en rehabilitatiewerken aan particuliere woningen (artikel 1 van het koninklijk besluit van 18 juli 1986 tot wijziging van het koninklijk besluit n° 20 van 20 juli 1970 — *Belgisch Staatsblad* van 24 juli 1986).

Voor meer details verwijst spreker naar de toelichting van zijn voorstel (stuk n° 1083/1, blz. 1 tot 4).

Hij refereert ook aan de bespreking van het ontwerp dat de wet van 28 december 1990 houdende fiscale en niet-fiscale bepalingen geworden is (*Belgisch Staatsblad* van 29 december 1990), tijdens welke bespreking hij een desbetreffend amendement had ingediend (n° 54, stuk Kamer n° 1366/4-90/91).

Als gevolg van de door de Staatssecretaris voor Financiën aangegane verbintenis « dat zij de Regering zal vragen om in de loop van 1991 bij de EG te pleiten voor de opname van de sociale woningbouw bij de goederen en diensten waarop het verlaagd BTW-tarief van toepassing zal zijn » (Verslag van de heer Defosset, stuk n° 1366/6, blz. 79) had het lid aanvaard zijn amendement in te trekken.

Hij vraagt hoe de onderhandelingen daarover op Europees vlak opgeschoten zijn.

Een ander lid is ook voorstander van een verlaging van de BTW-aanslagvoet tot 6 % en wenst zelfs dat die maatregel zou worden uitgebreid tot alle particuliere woningen om het woningaanbod te vergroten en een steuntje te geven aan de bouwsector die weer enigszins aan het verzwakken is.

Hij verwijst in dat verband naar het voorstel van de heren L. Michel, Ducarme en van Weddingen tot

nant à 6 % le taux de TVA applicable aux travaux de construction, de transformation ou d'aménagement d'un bâtiment d'habitation (doc. Chambre n° 1162/1-89/90) et insiste sur le fait que le logement doit être considéré comme un bien de première nécessité.

Concernant l'article 2 de la proposition n° 1083 de M. M. Olivier, l'orateur observe qu'il ne s'indique pas de prévoir une date d'entrée en vigueur rétroactive. Il suggère que la mesure proposée s'applique depuis la date de publication au *Moniteur belge* jusqu'au moment où la Communauté européenne imposera l'harmonisation des taux de TVA aux Etats membres (en principe le 31 décembre 1992).

L'intervenant estime que la position du Gouvernement belge serait renforcée au niveau européen si notre législation consacrait dès maintenant l'application du taux réduit de 6 % au secteur du logement (social).

Le Ministre des Finances rappelle que l'harmonisation européenne des taux de TVA doit se faire au plus tard le 1^{er} janvier 1993.

L'intention de la Commission des Communautés européennes, et plus spécialement du Grand-Duché du Luxembourg, qui en assure actuellement la présidence, est d'aboutir beaucoup plus rapidement à une décision, de sorte que les Etats membres puissent disposer de suffisamment de temps pour adapter leur législation en la matière.

Le Commissaire européen chargé de la fiscalité, Mme Scrivener, a même récemment avancé la date du 1^{er} juillet 1991.

Entretiens, les différents Etats membres se sont engagés à n'apporter aucune modification à leur réglementation nationale en matière de TVA qui s'éloignerait des propositions de la Commission européenne.

Dans ce contexte, le Ministre estime qu'il ne serait pas sage d'adopter aujourd'hui une proposition visant à réduire le taux de TVA pour la construction de logements alors que celle-ci risque de se trouver très rapidement en contradiction avec les décisions prises au niveau européen. Un accord est déjà intervenu pour certains types de produits (par exemple, les biens alimentaires soumis au taux réduit). Par contre, d'autres biens font toujours l'objet de négociations (biens culturels, produits agricoles, etc.)

Quant au logement, il est d'ores et déjà acquis que l'ensemble du secteur ne figurera pas parmi les biens susceptibles de se voir appliquer le taux réduit.

Conformément aux engagements pris devant le Parlement, le Ministre a toutefois plaidé pour que l'on inclue le logement social dans cette dernière catégorie. Se pose cependant le problème de trouver une définition qui soit acceptable pour les douze Etats membres. Une des suggestions avancées serait de ne considérer, pour l'application du taux réduit, que le

verlaging tot 6 % van het BTW-tarief dat van toepassing is op bouw-, verbouwings- of aanpassingswerken aan een woonhuis (stuk Kamer n° 1162/1-89/90) en legt er de nadruk op dat een eigen woning als een levensbehoefte moet worden beschouwd.

Met betrekking tot artikel 2 van het voorstel n° 1083 van de heer M. Olivier merkt spreker op dat het niet aangewezen is om in een datum met terugwerkende kracht te voorzien. Hij suggereert dat de voorgestelde maatregel van toepassing zou zijn vanaf de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* tot het ogenblik waarop de Europese Gemeenschap haar Lid-Staten zal verplichten tot harmonisering van de BTW-tarieven (in principe per 31 december 1992).

Volgens het lid zou de Belgische Regering op Europees vlak meer troeven in handen hebben als de toepassing van de verlaagde aanslagvoet van 6 % op de sector van de (sociale) woningen reeds van nu af aan wettelijk werd bekrachtigd.

De Minister van Financiën herinnert eraan dat de Europese harmonisatie van de BTW-tarieven uiterlijk op 1 januari 1993 moet plaatsvinden.

Het is de bedoeling van de Commissie van de Europese Gemeenschappen en meer bepaald van het Groothertogdom Luxemburg, dat thans het voorzitterschap waarneemt, om veel sneller tot een beslissing te komen zodat de Lid-Staten genoeg tijd krijgen om hun desbetreffende wetten aan te passen.

Mevr. Scrivener, de Europese Commissaris voor Fiscale Zaken, heeft onlangs zelfs de datum van 1 juli 1991 geopperd.

Inmiddels hebben de verschillende Lid-Staten zich ertoe verbonden in hun nationale BTW-regelgeving geen wijzigingen aan te brengen die van de voorstellen van de Europese Commissie afwijken.

Tegen die achtergrond is de Minister van mening dat het niet verstandig ware vandaag een voorstel tot verlaging van de BTW-aanslagvoet voor de woningbouw aan te nemen aangezien zo een voorstel wel eens zeer spoedig in strijd zou kunnen blijken te zijn met de Europese beslissingen. Voor sommige types van producten is al een overeenkomst bereikt (bijvoorbeeld de aan een verlaagd tarief onderworpen voedingsmiddelen). Over andere goederen wordt daarentegen nog altijd onderhandeld (culturele goederen, landbouwproducten, enz.)

Wat de huisvesting betreft, staat nu al vast dat niet de hele sector zal worden ondergebracht bij de goederen waarop een verlaagde aanslagvoet kan worden toegepast.

Overeenkomstig de verbintenissen die voor het Parlement zijn aangegaan heeft de Minister er evenwel voor gepleit dat de sociale huisvesting onder die laatste categorie wordt opgenomen. Daarbij doet zich echter het probleem voor dat een definitie moet worden gevonden die voor de twaalf Lid-Staten aanvaardbaar is. Een van de voorstellen zou er op neerkomen

logement donné en location par des sociétés d'habitations sociales.

Afin d'obtenir un consensus, le Ministre a, par ailleurs, proposé que l'application du taux réduit à ce secteur ne soit qu'une faculté et non une obligation.

Sur cette base, huit Etats membres ont marqué leur accord, à savoir la Belgique, la France, l'Espagne, le Portugal, l'Italie, la Grèce, l'Irlande et le Royaume-Uni, ce dernier Etat émettant néanmoins une réserve, en ce sens qu'il n'est toujours pas favorable à une harmonisation de la fiscalité indirecte.

Restent donc opposés à l'application du taux réduit : le Danemark, l'Allemagne, le Luxembourg et les Pays-Bas.

Toutefois, le Ministre espère encore qu'un consensus pourrait se dégager au niveau européen étant donné que le risque de délocalisation est nettement moins important en ce qui concerne le logement. Il rappelle à ce propos qu'en vertu des articles 99 et 100 A, § 2, du Traité instituant la Communauté économique européenne (Traité de Rome), les dispositions fiscales doivent être arrêtées par le Conseil statuant à l'unanimité.

Au nom du Gouvernement, le Ministre a soumis à la conférence intergouvernementale sur l'Union économique et monétaire une proposition d'amendement du Traité de Rome qui vise à habiliter le Conseil à arrêter certaines mesures d'harmonisation fiscale (nécessaires à la réalisation de l'Union économique et monétaire) à la majorité qualifiée.

En conclusion, le Ministre demande à la Commission de reporter l'examen de la présente proposition et suggère de faire le point sur l'état d'avancement des négociations au cours du mois de juin.

*
* *

A la demande d'un membre, le Ministre transmet une liste des biens et des prestations de services que la Belgique souhaite reprendre au niveau européen comme susceptibles d'être soumis au taux réduit de la TVA :

Biens et services à incorporer dans le champ d'application du taux réduit

- produits alimentaires destinés à la consommation humaine et animale (à l'exclusion des boissons alcooliques)
- produits énergétiques pour le chauffage et l'éclairage ⁽¹⁾
- distribution d'eau

⁽¹⁾ position provisoire; position définitive liée à la solution qui sera adoptée pour les accises.

dat voor de toepassing van de verlaagde aanslagvoet alleen een door maatschappijen voor sociale huisvesting in huur gegeven woning in aanmerking komt.

Om een consensus te bereiken heeft de Minister overigens voorgesteld dat de toepassing van de verlaagde aanslagvoet op die sector een mogelijkheid en niet een verplichting zou zijn.

Op grond daarvan hebben acht Lid-Statens hun instemming betuigd, te weten België, Frankrijk, Spanje, Portugal, Italië, Griekenland, Ierland en het Verenigd Koninkrijk. Die laatste Lid-Staat heeft evenwel voorbehoud gemaakt in die zin dat hij nog altijd geen voorstander is van een harmonisatie van de indirecte belastingen.

Alleen Denemarken, Duitsland, Luxemburg en Nederland blijven dus tegen de toepassing van de verlaagde aanslagvoet gekant.

De Minister hoopt evenwel dat er op Europees vlak een consensus kan groeien aangezien de dreiging dat het tot overhevelingen naar het buitenland komt, aanzienlijk kleiner is op het stuk van woningen. Hij verwijst ter zake dat overeenkomstig de artikelen 99 en 100 A, § 2, van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap (Verdrag van Rome) de fiscale bepalingen worden vastgesteld door de Raad die met eenparigheid van stemmen besluit.

De Minister heeft namens de Regering bij de intergouvernementele conferentie over de Economische en monetaire unie een voorstel ingediend om het Verdrag van Rome te amenderen, waarbij de Raad de bevoegdheid zou krijgen om bepaalde maatregelen tot fiscale harmonisatie (die noodzakelijk zijn voor de uitbouw van de Economische en monetaire unie) bij gekwalificeerde meerderheid te nemen.

Afrondend vraagt de Minister aan de Commissie om de bespreking van dit voorstel uit te stellen. Hij stelt voor om tijdens de maand juni na te gaan hoe ver de onderhandelingen zijn opgeschoten.

*
* *

Op vraag van een lid verstrekt de Minister een lijst van goederen en dienstverleningen die België op Europees vlak wil overnemen, om die aan een verlaagde BTW-aanslagvoet te onderwerpen :

Goederen en diensten die moeten worden opgenomen in het toepassingsgebied van de verlaagde rentevoet

- voedingsprodukten bestemd voor menselijk en dierlijk gebruik (alcoholische dranken uitgezonderd)
- energieprodukten voor verwarming en verlichting ⁽¹⁾
- watervoorziening

⁽¹⁾ voorlopig standpunt; definitief standpunt naar gelang van de oplossing die zal worden gekozen voor de accijnzen.

- produits pharmaceutiques
- appareils médicaux pour handicapés et voitures
- transport de personnes
- livres, journaux, périodiques
- admission aux spectacles, théâtres, cirques, foires, concerts, musées, zoos, cinémas, expositions, bibliothèques et accès à la télévision
- œuvres d'écrivains, de compositeurs, d'interprètes, etc. et droits d'auteurs
- ventes d'œuvres d'art, d'antiquités, pièces de collection, etc.
- logement social et rénovation de logements anciens de plus de 20 ans
- entrants agricoles
- extrants agricoles
- admission aux manifestations sportives
- utilisation des installations sportives
- activités sociales / œuvres de bienfaisance
- pompes funèbres, crémation
- services juridiques
- produits de protection de l'environnement destinés à la production d'énergies de substitution, à la prospection énergétique, à la lutte contre la pollution et les incendies
- nettoyage des voies publiques, enlèvement des ordures.

- farmaceutische produkten
- medische apparatuur voor minder-validen en wagentjes
- personenvervoer
- boeken, dagbladen, tijdschriften
- toegang tot schouwspelen, schouwburgen, circussen, kermessen, concerten, musea, dierentuinen, bioscopen, tentoonstellingen, bibliotheken en televisie
- werken van schrijvers, componisten, vertolkers, enz. en auteursrechten
- verkoop van kunstwerken, antiquiteiten, verzamelingen, enz.
- sociale huisvesting en renovatie van meer dan 20 jaar oude woningen
- landbouwgrondstoffen
- afgewerkte landbouwprodukten
- toegang tot sportmanifestaties
- gebruik van sportinstallaties
- sociale activiteiten / liefdadigheid
- begrafenisondernemingen, crematie
- rechtskundige diensten
- produkten voor de bescherming van het milieu die bestemd zijn voor de produktie van vervangings-energie, energieprospektie, produkten tegen milieu-verontreiniging en produkten voor brandbestrijding
- reiniging van openbare wegen, ophalen van huisvuil.

C) REUNION DU 10 JUILLET 1991

L'auteur fait état du résultat positif des négociations qui se sont déroulées au niveau européen concernant l'harmonisation en matière de TVA et d'accises (décisions du Conseil européen des Ministres de l'Economie et des Finances du 24 mai 1991 — voir le rapport de Madame Kestelijn-Sierens — Doc. n° 1641/10-90/91, pp. 30-32).

En vertu de l'accord intervenu, les Etats membres auront la faculté d'appliquer le taux réduit de TVA (d'au moins 5 %) notamment au logement social.

Le membre félicite le Ministre des Finances du résultat obtenu.

Le moment lui paraît dès lors opportun pour transposer cette décision en droit belge en adoptant sa proposition de loi et pour fixer à 6 % le taux de TVA applicable au logement social.

Etant donné qu'il se construit chaque année au maximum 1 000 logements sociaux dans l'ensemble du pays, l'incidence budgétaire annuelle de la proposition représentera tout au plus 500 millions de francs.

Un membre partage ce point de vue. La situation est très mauvaise dans le secteur du logement social. Toute initiative pour l'améliorer est la bienvenue. L'intervenant se réjouit lui aussi du résultat obtenu lors des négociations qui ont eu lieu au niveau européen.

C) VERGADERING VAN 10 JULI 1991

De auteur wijst op het positief resultaat van de onderhandelingen op Europees vlak inzake de harmonisering van BTW en accijnzen (besluiten van de Europese Raad van Ministers van Economische Zaken en Financiën van 24 mei 1991 — zie het verslag van Mevrouw Kestelijn-Sierens — Stuk Kamer n° 1641/10-90/91, blz. 30-32).

Luidens dit akkoord zullen de Lid-Staten de mogelijkheid hebben om het verlaagd BTW-tarief (minimum 5 %) toe te passen voor onder meer de sociale huisvesting.

Het lid feliciteert de Minister van Financiën met het behaalde resultaat.

Het lijkt hem dan ook het gepaste moment om, via de goedkeuring van zijn wetsvoorstel, deze beslissing om te zetten in het Belgische recht en het BTW-tarief voor sociale woningbouw vast te stellen op 6 %.

Aangezien jaarlijks in het ganse land maximum 1000 sociale woningen worden gebouwd, bedraagt de budgettaire impact van het voorstel hooguit 500 miljoen frank per jaar.

Een lid sluit zich daarbij aan. De toestand in de sociale woningbouw is zeer slecht. Elk initiatief om deze toestand te verhelpen is dan ook welkom. Ook hij verheugt zich over het behaalde resultaat bij onderhandelingen op Europees vlak.

Il rappelle également son amendement (n° 1 — Doc. n° 1083/2) tendant à supprimer les mots « ou de droit privé » au point 6, troisième alinéa, a), proposé.

Il craint en effet qu'il soit fait une utilisation improprie de cette disposition dans le secteur commercial des soins aux personnes âgées.

Un autre intervenant déplore que la proposition de loi de MM. L. Michel, Ducarme et van Weddingen ramenant à 6 % le taux de TVA applicable aux travaux de construction, de transformation ou d'aménagement d'un bâtiment d'habitation (Doc. n° 1162/1-89/90) n'ait pas été jointe à la proposition de loi de M. Olivier, comme il avait été convenu en Commission.

Le membre craint également une hausse éventuelle du taux de TVA applicable à la rénovation d'habitations de plus de 20 ans.

Le Secrétaire d'Etat aux Finances a d'ailleurs récemment évoqué la possibilité (dans une publication récente de la Confédération nationale de la Construction) que ce taux puisse être porté de 6 à 19 %.

Pour le reste, le membre appuie la proposition de loi de M. M. Olivier.

Un autre membre demande si l'on est déjà parvenu à une définition définitive de la notion de « logement social » au niveau européen.

Un accord a-t-il déjà été atteint à ce sujet avec les autres Etats membres et les Ministres communautaires compétents en la matière ?

Si tel n'était pas encore le cas, il lui paraissait préférable de ne pas encore modifier la législation belge.

Le Ministre des Finances précise que la décision du Conseil ECOFIN du 24 juin dernier est un accord politique qui doit encore être traduit en directives européennes.

Dans ces directives, dont on espère qu'elles seront prêtes avant la fin de 1991, il y a lieu de définir avec précision notamment la notion de « logement social ».

Le Ministre est convaincu que cette notion sera définie de manière plus stricte que dans la proposition de loi de M. M. Olivier. Il n'est donc guère utile de définir dès à présent — d'une manière qui risque d'être trop large — la notion de « logement social » dans la loi belge.

La décision du 24 juin prévoit également explicitement que les Etats membres qui, au 1^{er} janvier 1991, appliquaient un taux réduit sur le logement pourront le maintenir.

Tel est le cas, en Belgique, pour la rénovation d'anciennes habitations (plus de vingt ans d'âge). Le Conseil ECOFIN autorise donc la Belgique à maintenir le taux de TVA réduit pour la rénovation d'anciennes habitations.

L'auteur insiste pour que sa proposition de loi, que la Commission examine déjà depuis longtemps, soit

Spreker herinnert ook aan zijn amendement (n° 1 — Stuk n° 1083/2) teneinde in het voorgestelde punt 6, derde lid, a) de woorden « of privaatrechtelijke » weg te laten.

Hij vreest immers een oneigenlijke aanwending van deze bepaling in de commerciële sector van de bejaardenzorg.

Een volgende spreker betreurt dat de bespreking van dit wetsvoorstel niet werd gekoppeld aan die van het wetsvoorstel van de heren L. Michel, Ducarme en van Weddingen tot verlaging van het BTW-tarief dat van toepassing is op bouw-, verbouwings- of aanpassingswerken aan een woonhuis (Stuk n° 1162/1-89/90), zoals destijds in de Commissie was overeengekomen.

Het lid is ook bezorgd over een mogelijke verhoging van het BTW-tarief op de renovatie van woningen ouder dan 20 jaar.

De Staatssecretaris voor Financiën heeft immers onlangs (in een recente publicatie van de Nationale Confederatie van het Bouwbedrijf) laten uitschijnen dat dit tarief wel eens zou kunnen worden verhoogd van 6 naar 19 %.

Voor het overige zegt het lid zijn steun toe aan het wetsvoorstel van de heer M. Olivier.

Een ander lid vraagt of op Europees vlak reeds een sluitende definitie van het begrip « sociale huisvesting » werd overeengekomen.

Werd daarover reeds een akkoord bereikt met de andere Lid-Statens en met de terzake bevoegde Gemeenschapsministers ?

Indien dit niet het geval zou zijn lijkt het hem verkieslijk de Belgische wetgeving vooralsnog niet te wijzigen.

De Minister van Financiën legt uit dat de beslissing van de ECOFIN-raad van 24 juni jongstleden een politiek akkoord is dat nu nog moet worden omgezet in Europese richtlijnen.

In deze richtlijnen die hopelijk vóór einde 1991 zullen klaar zijn, moet onder meer het begrip « sociale huisvesting » nauwkeurig worden omschreven.

De Minister is ervan overtuigd dat dit begrip stricter zal worden omschreven dan in het wetsvoorstel van de heer M. Olivier. Het heeft dus weinig zin om nu een — wellicht te ruime — definitie van « sociale huisvesting » in de Belgische wet in te schrijven.

In de beslissing van 24 juni is verder uitdrukkelijk bepaald dat de Lid-Statens die op 1 januari 1991 een verlaagd tarief toepasten op de huisvesting, dit zullen kunnen behouden.

Dit is in België het geval voor de renovatie van oude woningen (meer dan 20 jaar oud).

De ECOFIN-raad staat dus toe dat België het verlaagd BTW-tarief behoudt voor de renovatie van oude woningen.

De auteur dringt aan op de goedkeuring van zijn wetsvoorstel, dat reeds geruime tijd in de Commissie

adoptée. D'autant que l'incidence budgétaire de cette initiative parlementaire est plutôt limitée.

Le nombre de logements sociaux construits en Belgique (dans les trois Régions) représentait 1186 unités en 1988, 1221 en 1989 et 1325 en 1990.

Plusieurs membres comprennent l'objection du Ministre des Finances mais soutiendront néanmoins cette initiative parlementaire.

Ils estiment toutefois que le texte de l'article 2 du projet doit être adopté. Cette modification ne peut avoir un caractère rétroactif.

Un autre membre objecte que si les directives européennes sont effectivement prêtes pour fin 1991, la loi devra à nouveau être modifiée immédiatement, pour être mise en concordance avec la définition de la notion de « logement social » figurant dans ces directives.

Le Ministre ne peut garantir que ces directives seront adoptées avant la fin de 1991.

Elles doivent d'ailleurs être adoptées par tous les Etats membres.

L'intervenant suivant insiste pour que l'on examine conjointement toutes les propositions de loi qui tendent à appliquer le taux de TVA réduit à certaines catégories de biens et de services.

Lui-même a par exemple déposé une proposition de loi (Doc. n° 1581/1-90/91) visant à réduire le taux de TVA pour les biens et les services fournis aux handicapés. Il lui paraît dès lors souhaitable d'attendre encore quelques mois avant d'adopter la proposition de loi de M. M. Olivier, à laquelle elle souscrit d'ailleurs également.

L'auteur fait observer qu'il existe, dans chaque Région, des définitions très précises de la notion de « logement social ».

L'intervenant présente ensuite deux amendements.

Le premier (n° 2 — Doc. n° 1083/3) limite la rétroactivité prévue à l'article 2 au 1^{er} janvier 1991 (au lieu du 1^{er} janvier 1989).

Le deuxième amendement (n° 3 — Doc. n° 1083/3) est d'ordre technique et légistique et tend à supprimer la référence à la « Vlaamse Landmaatschappij », qui a été supprimée entre-temps.

Un membre fait observer que la « Vlaamse Landmaatschappij » n'a pas été supprimée, mais qu'elle s'est vu attribuer une autre fonction.

Un autre membre appuie la proposition de loi, mais s'oppose à tout effet rétroactif.

D'où son amendement (n° 4 — Doc. n° 1083/3) tendant à remplacer la date du 1^{er} janvier 1989 par celle du 1^{er} janvier 1992 à l'article 2.

La proposition a en effet pour objet d'encourager la construction de logements sociaux et non de rembourser une partie de la TVA à ceux qui ont déjà commencé à construire.

wordt besproken. Daarenboven is de budgettaire impact van dit parlementair initiatief veeleer beperkt.

Het aantal in België (de drie Gewesten samen) gebouwde sociale woningen bedroeg in 1988 1166 eenheden; in 1989 waren het er 1221 en in 1990 1325.

Enkele leden begrijpen het bezwaar van de Minister van Financiën doch zullen niettemin dit parlementair initiatief steunen.

Zij vinden echter wel dat de tekst van artikel 2 van het ontwerp moet worden aangepast. Deze wijziging mag niet met terugwerkende kracht worden doorgevoerd.

Een ander lid werpt op dat wanneer de Europese richtlijnen inderdaad voor einde 1991 zouden klaar zijn, de wet onmiddellijk opnieuw zal moeten gewijzigd worden, teneinde ze in overeenstemming te brengen met de in deze richtlijnen ingeschreven definitie van het begrip « sociale huisvesting ».

De Minister kan niet waarborgen dat deze richtlijnen nog vóór het einde van 1991 zullen zijn goedgekeurd...

Zij moeten trouwens eenparig door alle Lid-Statens worden aangenomen.

Een volgende spreker dringt aan op een globale behandeling van alle wetsvoorstellen die het verlaagd BTW-tarief willen invoeren voor bepaalde categorieën van goederen en diensten.

Zijzelf heeft bijvoorbeeld een wetsvoorstel (Stuk Kamer n° 1581/1-90/91) ingediend, teneinde het BTW-tarief voor goederen en diensten geleverd aan gehandicapten te verlagen. Het lijkt haar dan ook aangewezen om nog enkele maanden te wachten met de goedkeuring van het wetsvoorstel van de heer M. Olivier, dat overigens ook haar steun geniet.

De auteur merkt op dat in elk Gewest zeer preciese definities bestaan van het begrip « sociale huisvesting ».

Spreker dient vervolgens twee amendementen is.

Het eerste (amendement n° 2 — Stuk n° 1083/3) beperkt de in artikel 2 voorziene terugwerkende kracht tot 1 januari 1991 (in plaats van tot 1 januari 1989).

Het tweede (amendement n° 3 — Stuk n° 1083/3) is van legistiek-technische aard en schrapt de verwijzing naar de intussen afgeschafte Vlaamse, Waalse en Brusselse Landmaatschappij.

Een lid merkt op dat de Vlaamse Landmaatschappij niet is afgeschaft, doch dat ze een andere functie heeft gekregen.

Een ander lid steunt het wetsvoorstel, doch wil elke vorm van terugwerkende kracht schrappen.

Vandaar zijn amendement (n° 4 — Stuk n° 1083/3) tot vervanging in artikel 2 van het jaartal « 1989 » door « 1992 ».

Het doel van het voorstel is immers de bouw van sociale woningen aan te moedigen en niet een gedeelte van de BTW terug te betalen aan wie nu reeds is begonnen bouwen.

L'auteur ne partage pas ce point de vue. Il y a, en effet, tout un temps déjà que la proposition a été déposée.

Le Ministre des Finances demande le rejet de la proposition pour quatre raisons :

1) Il faut d'abord se mettre d'accord sur la notion de « logement social » au niveau européen.

2) L'application de la proposition dans sa version actuelle posera d'innombrables problèmes techniques à l'Administration;

3) Le caractère rétroactif de la proposition qui n'a aucun sens, à moins que l'on veuille avantager certaines personnes qui ont déjà construit des logements sociaux;

4) Le Gouvernement estime que la transposition de ces directives dans le droit belge forme un tout et qu'il faudrait veiller à atteindre un accord global en la matière. Il y a en effet d'autres propositions visant à abaisser le taux de TVA qui sont tout aussi défendables d'un point de vue social.

III. — VOTES

Article 1^{er}

L'amendement n° 1 de M. De Vlieghere est retiré.

L'amendement n° 3 de M. M. Olivier est adopté à l'unanimité.

Un membre fait observer que la loi du 12 juillet 1966 relative aux maisons de repos pour personnes âgées, loi qui est mentionnée à l'article 1^{er}, n'est plus d'application en Région flamande.

Il souligne également qu'il risque d'y avoir des abus au niveau de la construction de logements destinés aux élèves et aux étudiants. Quelle raison sociale pourrait-on bien invoquer pour accorder une réduction du taux de TVA aux propriétaires de tels logements ?

Il estime que la proposition à l'examen est beaucoup trop imparfaite du point de vue technique pour être votée dès à présent.

*
* *

L'article 1^{er} est adopté par 9 voix contre 3 et 2 abstentions.

Art. 2

L'amendement n° 2 de M. M. Olivier est rejeté par 6 voix contre 6 et 2 abstentions.

L'amendement n° 4 de M. Van Weddingen est adopté à l'unanimité.

L'article 2 (tel qu'il a été modifié) est adopté par 10 voix contre une et 2 abstentions.

De auteur is het daar niet mee eens. Dit voorstel sleept immers reeds geruime tijd aan.

De Minister van Financiën vraagt de verwerping van het voorstel en dit om 4 redenen :

1) Er moet eerst op Europees vlak een overeenkomst worden bereikt over het begrip « sociale huisvesting »,

2) In zijn huidige versie doet het voorstel een heleboel technische problemen voor de Administratie rijzen.

3) Het retroactief karakter van het voorstel dat geen enkele zin heeft, tenzij men bepaalde personen die reeds hebben gebouwd, wil bevoordelen.

4) De Regering is van oordeel dat de omzetting van deze richtlijnen in het Belgisch recht één geheel vormt, waarover een globaal akkoord moet worden nagestreefd. Er zijn immers nog andere voorstellen tot BTW-verlaging die eveneens om sociale motieven verdedigbaar zijn.

III. — STEMMINGEN

Artikel 1

Amendement n° 1 van de heer De Vlieghere wordt ingetrokken.

Amendement n° 3 van de heer M. Olivier wordt eenparig aangenomen.

Een lid merkt op dat de in artikel 1 geciteerde wet van 12 juli 1966 op de rustoorden voor bejaarden in het Vlaamse Gewest niet meer van toepassing is.

Zij wijst ook op het gevaar voor misbruiken inzake de bouw van woningen voor leerlingen en studenten. Kan men enig sociaal motief invoeren om de eigenaars van dergelijke woningen een BTW-verlaging toe te staan ?

Naar haar oordeel is het voorstel vanuit technisch oogpunt al te zeer onvolmaakt om nu reeds ter stemming te worden gelegd.

*
* *

Artikel 1 wordt aangenomen met 9 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 2

Amendement n° 2 van de heer M. Olivier wordt verworpen met 6 tegen 6 stemmen en 2 onthoudingen.

Amendement n° 4 van de heer Van Weddingen wordt eenparig aangenomen.

Artikel 2 wordt (in zijn gewijzigde vorm) aangenomen met 10 tegen 1 stem en 2 onthoudingen.

Artt. 3 et 4

Ces articles sont adoptés par 10 voix contre une et 2 abstentions.

L'ensemble de la proposition de loi est adoptée par 9 voix contre une et 4 abstentions.

Le Rapporteur,

J. DE ROO

Le Président,

J. MICHEL

Artt. 3 en 4

Deze artikelen worden aangenomen met 10 tegen 1 stem en 2 onthoudingen.

Het gehele wetsvoorstel wordt aangenomen met 9 tegen 1 stem en 4 onthoudingen.

De Rapporteur,

J. DE ROO

De Voorzitter,

J. MICHEL

TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION

Article 1^{er}

L'article 1^{er}, point 6, de l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux est remplacé par la disposition suivante :

« 6. La taxe sur la valeur ajoutée est due, pour les opérations immobilières visées à l'alinéa suivant, au taux de 6 %.

Cette taxation est applicable :

1° aux travaux immobiliers et autres opérations visés à l'article 17bis de l'arrêté royal n° 1 du 23 juillet 1969 relatifs aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée, lorsque ces travaux immobiliers et autres opérations se rapportent à un immeuble d'habitation utilisé ou destiné à être utilisé à titre principal comme logement privé, et pour autant qu'ils soient fournis et facturés à un consommateur final;

2° aux travaux d'étude et de contrôle qui relèvent de l'activité habituelle des architectes, des géomètres et des ingénieurs et qui tendent à préparer ou à coordonner l'exécution d'une opération visée au 1°;

3° aux livraisons de biens visés à l'article 9, § 3, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, lorsque ces biens constituent des immeubles d'habitation utilisés ou destinés à être utilisés à titre principal comme logement privé, et pour autant qu'ils soient livrés et facturés à un consommateur final.

Sont considérés comme consommateurs finaux au sens de la présente disposition, pour les travaux et livraisons susvisés qui concernent :

a) les logements utilisés ou destinés à être utilisés pour l'hébergement des personnes âgées, des personnes handicapées, des élèves et étudiants, les personnes de droit public ou de droit privé qui gèrent :

1° des établissements d'hébergement pour personnes âgées, au sens de l'article 1^{er}, premier alinéa, de la loi du 12 juillet 1966 relative aux maisons de repos pour personnes âgées;

2° des institutions qui accueillent de manière durable, en régime d'internat, les personnes handicapées bénéficiaires d'une intervention du Fonds des soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

3° des internats annexés aux établissements scolaires ou universitaires ou qui en dépendent;

b) les logements construits dans le but d'être vendus ou loués comme habitations sociales sous le contrôle de la Société régionale wallonne du logement, de la « Vlaamse Huisvestingsmaatschappij » ou de la Société du logement de la Région bruxelloise. »

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

Artikel 1

Artikel 1, punt 6, van het koninklijk besluit n° 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en diensten bij die tarieven, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 6. De belasting over de toegevoegde waarde, voor de onroerende handelingen beoogd in het volgende lid, is verschuldigd tegen het tarief van 6 %.

Deze heffing is van toepassing :

1° op het werk in onroerende staat en op de andere handelingen, bedoeld in artikel 17bis van het koninklijk besluit n° 1 van 23 juli 1969 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde, indien dat werk in onroerende staat en die andere handelingen betrekking hebben op een woning, hoofdzakelijk gebruikt of bestemd om te worden gebruikt als privé-woning, en voor zover die verrichtingen worden verstrekt en gefactureerd aan een eindverbruiker;

2° op het studiewerk en het toezicht die behoren tot de geregelde werkzaamheid van architecten, landmeters en ingenieurs, en die verricht worden ter voorbereiding of ter coördinatie van de uitvoering van een onder 1° verrichte handeling;

3° op de leveringen van goederen, bedoeld in artikel 9, § 3, van het Wetboek van de Belasting over de Toegevoegde Waarde, indien die goederen woningen zijn, hoofdzakelijk gebruikt of bestemd om te worden gebruikt als privé-woning, en voor zover zij worden geleverd en gefactureerd aan een eindverbruiker.

Worden beschouwd als eindverbruikers in de zin van deze bepaling, voor bovengenoemde werken en leveringen met betrekking tot :

a) de woningen gebruikt of bestemd om te worden gebruikt voor de huisvesting van bejaarden, gehandicapten, leerlingen en studenten, de publiekrechtelijke of privaatrechtelijke personen die beheren :

1° verblijfhuizen voor bejaarden in de zin van artikel 1, eerste lid, van de wet van 12 juli 1966 op de rustoorden voor bejaarden;

2° instellingen welke, met een internaatstelsel, op duurzame wijze gehandicapten opnemen die een tegemoetkoming van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten genieten;

3° internaten die zijn toegevoegd aan scholen of universiteiten of die ervan afhangen.

b) de woningen gebouwd ten doel van sociale woningbouw of sociale huurbouw onder toezicht van de Vlaamse Huisvestingsmaatschappij, de Waalse Huisvestingsmaatschappij en de Brusselse Huisvestingsmaatschappij. »

Art. 2

Mesure transitoire

L'article 1^{er} produit ses effets du 1^{er} janvier 1992 jusqu'au jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*, en ce qui concerne les services visés à l'article 1^{er} de la présente loi.

Art. 3

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4

Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution de la présente loi.

Art. 2

Overgangsmaatregel

Artikel 1 werkt met terugwerkende kracht vanaf 1 januari 1992 tot de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van deze wet voor die diensten zoals bepaald in artikel 1 van deze wet.

Art. 3

Deze wet treedt in werking vanaf de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 4

De Minister van Financiën is belast met de uitvoering van deze wet.